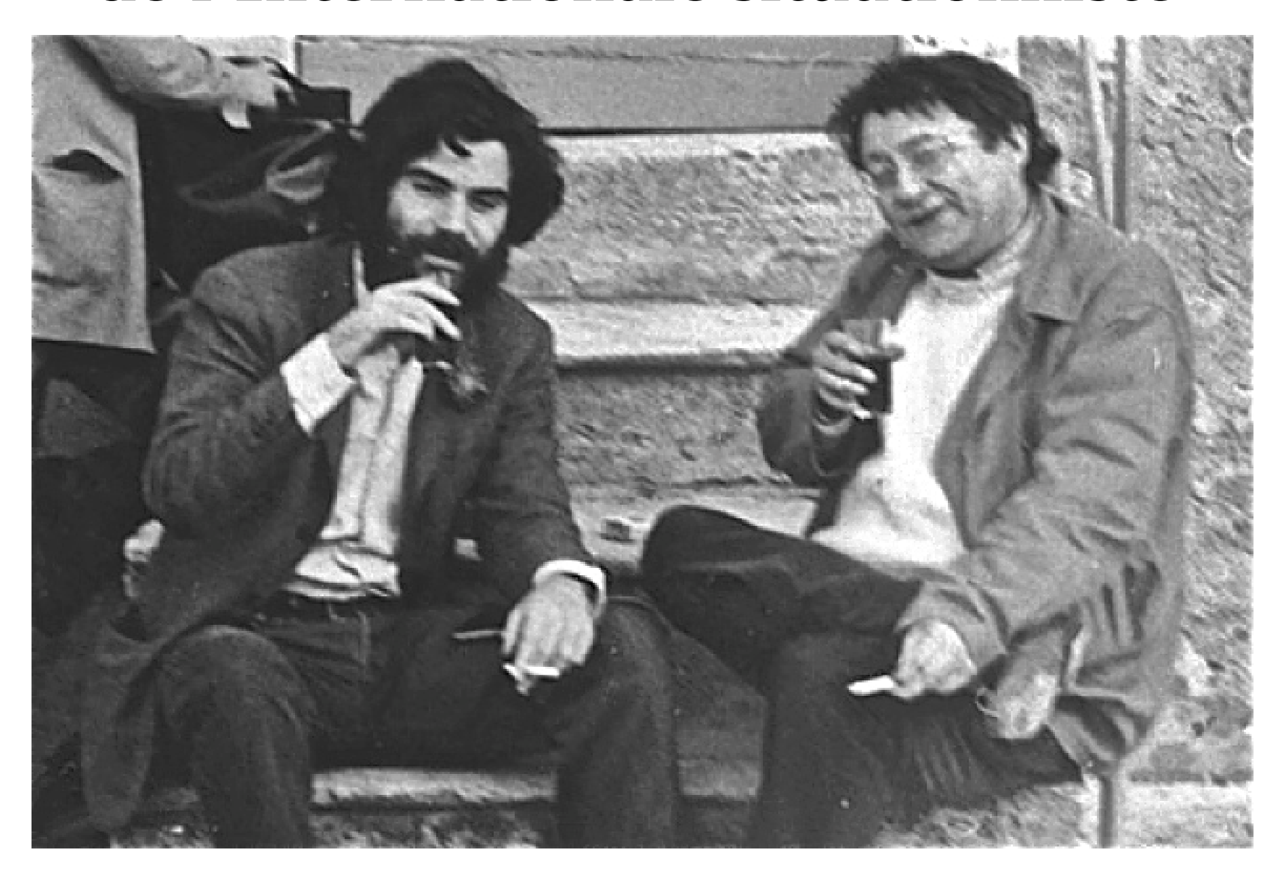
Brève histoire de la section italienne de l'Internationale situationniste[1]



Gianfraco Sanguinetti et Guy Debord, Italie, 1972

Miguel Amorós

[1] **Prologue à l'édition espagnole des textes complets de la section italienne de l'I.S. (ed. Pepitas de Calabaza, 2010)**

La crise de la société bourgeoise de l'après-guerre commença au début des années soixante aux États-Unis pour passer ensuite en Europe, atteignant même les pays de l'Est. Un changement profond s'était produit dans la nature du capitalisme et des classes : on était passé d'une économie de la pénurie à une économie du gaspillage; la domination formelle basée sur le contrôle du marché du travail s'était transformée en une domination réelle basée sur la marchandisation de tous les aspects de la vie, ou dit en termes sociologiques, sur la généralisation de la consommation de masse. D'un côté, le secteur traditionnel du prolétariat, doté d'une certaine formation technique et politique et d'un certain contrôle du processus productif, était resté englué dans des structures partisanes et syndicales bureaucratisées qui le poussaient vers la passivité et le conservatisme. De l'autre, le nouveau prolétariat, l'«ouvrier-masse» fruit du récent développement industriel et de la tertiarisation économique, c'est-à-dire, de la prépondérance de la science dans le processus productif, sans tradition ni métier, pur péonage sans lien avec les intérêts de la production de masse, menaçait la position dominante du secteur prolétarien officiel en tant que sujet politique et social émergent.

La révolte contre la vie quotidienne colonisée étant au cœur de la question sociale, celle-ci pouvait se poser à l'intérieur et à l'extérieur des usines comme questionnement de chacun des aspects de la domination capitaliste "avancée", tantôt comme rejet du travail et de la consommation, tantôt comme désertion de la politique et des institutions. La composante d'affirmation subjective était si forte qu'en surgissant de façon imprévue dans les luttes, elle se faisait connaître principalement par son côté criminel, se distinguant dans le mouvement contestataire naissant aussi bien par son aspect négatif et destructeur que par son caractère spontané, désordonné et vitaliste. Dans les usines d'Italie, les jeunes ouvriers vomissaient l'éthique du travail, sabotaient les chaînes de montage, désobéissaient à leurs chefs syndicaux et

célébraient des assemblées ouvertes. Les affrontements des ouvriers de FIAT avec la police et avec les staliniens à la piazza Statuto de Turin en 1962 donnèrent le signal de départ de la nouvelle lutte de classes que le P.C.I. et la C.G.I.L. (Confederazione Generale Italiana di Lavoro) parvinrent à freiner et réprimer pendant encore quelques années. La brèche s'ouvrait à la surface de la société de consommation, encore au stade des premiers balbutiements, dans la zone grise de la "jeunesse" majoritairement étudiante.

La jeunesse fut spécialement sensible à la faillite des valeurs traditionnelles bourgeoises, faillite qui prit à ses débuts la forme d'un problème générationnel circonscrit au champ de la culture. Gianfranco Sanguinetti et Marco Maria Sigiani étaient deux jeunes précoces aux inquiétudes littéraires qui se présentèrent en juin 1966 à La Spezia lors de la quatrième rencontre du «Gruppo 63», un mouvement d'écrivains, de poètes et de critiques décidés à renouveler la littérature italienne en rompant avec le cadre académique du néoréalisme de l'après-guerre au moyen de la suppression des règles et de l'expérimentation avec le langage. Mais l'état d'esprit anti-autoritaire et de rupture débordait le champ de la littérature et pénétrait la jeunesse italienne la poussant vers la contestation. Dans les principales villes du pays surgissaient des groupes de jeunes qui, inspirés par la contre-culture américaine ou par les provos néerlandais, questionnaient les bases morales et sociales de l'ordre établi, à savoir, la famille, l'école, la religion ou les tabous sexuels, l'armée, la magistrature, la presse, la politique traditionnelle... tout en se déclarant pacifistes et anti-militaristes. Sensibles à l'air du temps, après de longues discussions, Sigiani et Sanguinetti forment en novembre 1966 «Onda Verde» ("Vague verte" en français) avec Antonio Pilati, Andrea Valcarenghi, Marco Daniele, Felice Accame et d'autres lecteurs de Kerouac, qui avait visité Milan un mois auparavant. Il s'agissait d'un groupe ouvert de jeunes intellectuels et *capelloni* (chevelus) qui, selon les termes de

Sanguinetti, voulaient assumer «les problèmes qui concernaient directement la nouvelle génération» en employant la méthode des provos : «Jouer et désacraliser, provoquer et proposer.» Le nom provenait de la traduction de «Green Wave», le mouvement pacifiste américain auquel appartenait Joan Baez. Ils n'avaient pas d'idéologie si ce n'est un vague jeunisme; selon un de leurs manifestes, «Onda Verde ne propose rien d'autre que ce que proposent les jeunes. Cela peut être peu ou trop, mais c'est nécessaire. Pas de violence. Résistance à la guerre. Rejet des mots dénués de sens. Rejet des idéologies qui n'existent que par les intérêts préalables qui les soutiennent.» En décembre, Onda Verde s'associait à un autre groupe similaire, «Mondo Beat», faisant preuve d'imagination lors de petites manifestations et d'actes symboliques et ludiques du genre happening ou Living Theater, accompagnés par des libertaires du cercle «Sacco e Vanzetti» qui leur prêtaient la ronéotypeuse, par des freaks modernes, des hippies excentriques avec ou sans cheveux longs, et pour finir, par des membres du «Partito Radicale» de Pannella, en phase de refondation, qui leur cédaient des locaux. L'influence du P.R. est visible dans le programme revendicatif exposé dans le «Manifestino della Base», abondamment distribué dans les lycées en mars 1967. Il s'agissait de «non à la guerre» génériques assaisonnés de mesures inabordables politiquement dans le système rigide en place, comme la révision de la loi sur les mineurs, l'abolition du service militaire, le désarmement de la police et la pleine liberté juridique pour les relations sexuelles (avortement, divorce, homosexualité, etc.). Le plus caractéristique dans l'agitation juvénile des provos à la milanaise était l'aspiration à «occuper dans les lycées l'espace laissé vacant du fait de l'absence d'un mouvement étudiant véritablement incisif et détaché des sectes partisanes» («Méthodologie provocatrice de Onda Verde»). Ils cherchaient un terrain d'action spécifique afin de s'y développer. Les procès ouverts contre plusieurs activistes, les articles dénigrants du *Corriere della Sera* et la destruction par la police du camping libre de via Ripamonti démontraient clairement

l'impossibilité d'une contestation tranquille et d'une voie pacifique pour l'imagination. La vieille bourgeoisie, attachée à la morale fasciste et catholique, avait été surprise par ces contestataires inattendus et répondait par la répression.

Après l'été, le mouvement juvénile d'après le modèle «beat» entra en phase de récupération. Sanguinetti, étudiant au lycée classique Giovani Berchet comme certains de ses compagnons, protesta contre l'édition du dernier numéro de *Mondo Beat* par la maison Feltrinelli en prenant part à la revue *Stampa Libera* (numéro unique publié en septembre) où il signa avec Umberto Tiboni et son collègue Sigiani un article rejetant les idéologies et soulignant l'importance de la méthode provocatrice face à la dynamique répressive imposée par la société. L'agitation prenait de l'ampleur à l'université. Le 15 septembre eut lieu en Toscane une réunion d'activistes pour traiter d'une politique de la jeunesse à divers niveaux. Elle s'acheva par l'adoption de la «Carta di Vallurfa», écrite en juillet par Sanguinetti et Sigiani, où ils considéraient la mort des mouvements beat et provo comme une avancée du «pouvoir des jeunes». Ceux qui faisaient le plus d'efforts pour laisser de côté les modes et empêcher la cristallisation d'un milieu juvénile auto-complaisant - d'un ghetto dirait-on aujourd'hui - exposé à tous genres de manœuvres, firent un saut qualitatif grâce à des lectures situationnistes. En octobre, le provo Sanguinetti, ses collègues Accame et Sigiani (ce dernier en première année de philosophie), Claudio Pavan et Paolo Salvadori, tous deux au lycée Berchet, prirent part à la création d'un nouveau projet dirigé par le professeur Carlo Oliva, un intellectuel moderniste de la mouvance milanaise et sympathisant du P.R. : la revue *« S »*. Cette publication présentait un caractère nouveau car même si elle réitérait les propositions culturelles les plus radicales déjà énoncées auparavant, elle les insérait dans des consignes du genre «pour une politique en faveur des jeunes» ou sur un mode plus percutant, «pour un pouvoir étudiant». La revue misait sur «un usage créatif et novateur du marxisme

d'origine», critiquait le spectacle de la politique et les méfaits du consumérisme. La publication de *S* fut suivie de la victoire de l'équipe "situationniste" aux élections des délégués de Berchet et du début d'un vaste mouvement d'étudiants (en 1967, ils étaient un demi-million en Italie), ce qui favorisa sa diffusion. Le numéro 2 de *S* arriva en décembre dans les universités. Il parlait d'une "déculture pour les jeunes", de l'usage des blouses parmi les collégiens, du mode d'emploi de la famille ou du langage mystificateur des dirigeants. Dans l'éditorial du troisième numéro ils précisaient que «le "essisme" ou "situationnisme", comme ils aimaient bien l'appeler, n'est pas l'avant-garde du prolétariat jeune mais l'ensemble de tous les jeunes qui décident d'agir en relation avec le mécanisme social ayant comme base un programme commun et spécifique.» Leur programme de guérilla, toutefois, pouvait se résumer à un contrôle étudiant du système d'enseignement, la création d'un "cartel" de jeunes pour intervenir en politique, la formation d'organismes ouvriers et étudiants, et d'autres réformes dans le même genre. De façon significative, la première page contenait un article qui rendait compte du mouvement des jeunes, clôturant toute une étape, dont le titre n'offrait guère de doute quant à son origine : «De la misère des jeunes considérée sous ses aspects politique, économique, psychologique et mental, et de quelques moyens pour y remédier.» Les jeunes faisaient partie d'«un prolétariat nouveau maintenu en marge juste au moment même où celle-ci [la bourgeoisie] va l'utiliser pour ses propres fins.» Cependant, dans le supplément au nº3, les "essistes" marquèrent leur distance avec la brochure *De la misère en milieu étudiant*. D'une part, ils rechignaient à accepter la méthodologie hégélo-marxiste car ils considéraient que c'était ouvrir la porte à l'idéologie; d'autre part, ils rejetaient le «mythe de l'ouvrier» et, par conséquent, la fonction des Conseils ouvriers. De même, ils posaient de façon critique le rôle de la technologie. À ce stade, l'équipe de rédaction qui avait triplé, choisit de se dissoudre. Le succès avait accru les divergences au sein du groupe, et la cohérence exigée par la théorie situationniste

porta le coup définitif. Pendant ce temps, le mouvement restreint de la jeunesse se fondait dans un mouvement plus vaste, fruit des occupations.

Le mouvement étudiant débuta en novembre 1967 à Turin avec l'occupation de l'université et il s'étendit rapidement aux principales villes jusqu'en mars 1968 lorsque les lycées prirent le relais. Le lycée Berchet fut l’un des premiers à être occupé par ses élèves dès la fin janvier. Les limites furent vite atteintes : les étudiants ne pouvaient pas critiquer les plans d'étude sans critiquer le rôle de l'enseignement et la société de classes dans laquelle il s'inscrivait, ni questionner la vie universitaire sans questionner leur propre vie aliénée. En résumé, l'étudiant se trouvait partagé entre l'approbation du destin auquel il se préparait - assumer sa fonction sociale dans le système - et la volonté de renier sa propre condition. Toutes les valeurs dominantes commencèrent à être remises en question, et avec cela, les institutions qui les promouvaient, de la famille à l'État. Inévitablement, les leaders autoproclamés, catholiques et staliniens, tentèrent d'atténuer les contradictions en attirant le mouvement dans l'impasse du spectacle revendicatif académique et pseudo-démocratique, mais cela importait peu car la crise se déplaçait désormais sur le terrain du travail : Pirelli, FIAT, Montedison, Saint Gobain... Sous prétexte d’imposer des négociations salariales favorables, de nombreuses grèves autonomes et sauvages éclatèrent à partir de mars, accompagnées de sabotages, de combats de rue, de pillages d'immeubles, etc. La révolte française de Mai 68 vint compléter le climat de rejet violent des hiérarchies, du travail, de toutes les conventions sociales et de la condition ouvrière même. L'apparition d'un mouvement ouvrier incontrôlé, décidé à résoudre ses problèmes avec des protestations de plus en plus importantes, fut le facteur déterminant. En moins d'une année, l'Italie se situa au centre de la crise sociale européenne.

Les premiers noyaux du courant radical jaillirent des occupations étudiantes ;

ils étaient surtout influencés par la critique situationniste puisque l'oeuvre théorique de l'I.S. était la seule qui expliquait de façon approfondie le contenu réel des révoltes et aussi la seule qui offrait une vision cohérente et totale de la nouvelle époque, du retour de la révolution sociale. Joe Fallisi, un des protagonistes, précise : «Nous n'étions pas situationnistes, nous connaissions et développions un certain mode de pensée dont la contribution essentielle en France avait été celle des situationnistes». Mais, bien que *"la Francia indica la strada"*, comme on disait en ce temps-là, la diffusion de telles théories était assez restreinte. Un an auparavant, Feltrinelli avait édité *De la misère en milieu étudiant* qui fut aussitôt épuisée; De Donato avait publié une mauvaise traduction de *La Société du spectacle* et une autre encore pire des «Banalités de base», et ce fut tout jusqu'à la publication vers la fin 1968 d'une sélection d'articles (dont «Le Déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande») ayant pour titre *L'extrémisme cohérent des situationnistes*. Elle était publiée par la maison «912» fondée en 1967 par Gianni Sassi, Sergio Albergoni et Gianni-Emilio Simonetti afin de promouvoir et diffuser les œuvres des jeunes artistes d'avant-garde, en particulier de «Fluxus». Cependant après Mai 68, lorsque l'art, d'avant-garde ou pas, fut considéré comme un cadavre bourgeois, elle fut animée par un «Servizio Internazionale di Collegamento». Ce service était composé par Marco Sigiani, Antonio Pilati, Paolo Boro (anciens membres d'«Onda Verde») et quelques autres qui, désireux d'obtenir une franchise situationniste pour l'Italie, avaient noué des relations avec l'I.S. La majorité des radicaux italiens avaient acheté des livres situs ou des exemplaires de la revue *Internationale Situationniste* lors de voyages en France, surtout fréquents après Mai, mais en fin de compte, à la fin de l'année cette revue n'avait que vingt abonnés dans toute l'Italie. Si l'on met en rapport la connaissance très relative des analyses situationnistes, et leur impact à ce moment, on constatera que le rendement subversif de l'I.S. fut formidable.

La critique de la vie quotidienne occupait le centre de la critique sociale; la

bureaucratie des partis et des syndicats était condamnée, le militantisme était rejeté, de même que la répression sexuelle et le sens du sacrifice. On parlait du droit d'assemblée, d'action directe, d'autogestion généralisée et de Conseils Ouvriers; on critiquait le totalitarisme stalinien et le capitalisme d'Ëtat soviétique ou chinois; on redécouvrait l'histoire du mouvement ouvrier, sa dégénérescence bureaucratique, le rôle contre-révolutionnaire des bolcheviques. On repassait en revue l'anarcho-syndicalisme, la révolution espagnole, la répression de Kronstadt et du mouvement makhnoviste, les I.W.W., etc. Le courant radical provenait en partie de l'anarchisme juvénile en opposition avec l'ancien mouvement libertaire, ankylosé, immobiliste, indifférent aux événements et aux changements, satisfait de son rôle "démocratique" dans le système. Ledit courant croyait dépassée l'opposition entre marxisme et anarchisme : le marxisme révolutionnaire n'avait pas plus à voir avec le léninisme et le stalinisme du P.C.I. et des groupuscules que l'anarchisme révolutionnaire avec la F.A.I., les G.A.F. ou Umanità Nuova. Le dépassement de cette opposition pourrait venir d'une réconciliation entre la critique marxiste de l'économie politique et la critique bakouninienne de l'État et de la politique. À l'exception de quelques-uns, formés dans le marxisme italien hétérodoxe (cercle Rosa Luxemburg de Gênes, revue *Classe Operaia*), les radicaux étaient très jeunes, peu expérimentés, apprenant et vivant à toute vitesse; leur subjectivisme vital, l'assimilation encore nouvelle des œuvres situationnistes et le spontanéisme activiste dominant ne favorisaient pas une réflexion collective unifiée, et ne stimulaient pas une créativité théorique à la hauteur du modèle de groupe autonome requis par l'I.S., à une exception près, celle du groupe de Sanguinetti issu de *S.* Ce furent des élèves privilégiés en subversion car à l’automne 1968 ils terminèrent «Dialectique de la pourriture et du dépassement», une excellente analyse du mouvement étudiant. Il y eut alors une rencontre entre les noyaux radicaux de Milan, à savoir, celui de Sanguinetti, celui des anarchistes rénovateurs de la F.A.G.I. comme Joe Fallisi et "Pinki" Gallieri, celui des éditeurs

de *Il Gatto Selvaggio* comme Eddy Ginosa, partisans d'une refonte critique des thèses conseillistes, et finalement, des individus isolés comme Giorgio Cesarano, qui se reconnaissaient dans les perspectives théoriques esquissées. Ils prirent le nom de «Communistes de Conseils», sous lequel ils signèrent en décembre quelques feuilles, l'une d'elles dénonçant le stalinisme schizophrène des maoïstes avec pour titre «Le point d'explosion du mensonge bureaucratique».

Salvadori, Sanguinetti et Pavan visitèrent les situationnistes à la fin de 1968. Leur préparation et leur intelligence firent une bonne impression, et c'est pourquoi l'I.S. se brancha plus avec eux qu'avec les jeunes de la déjà défunte maison d'édition «912», en fin de compte, de simples importateurs des modes contestataires. En conséquence, la relation avec les membres du groupe de Sigiani fut interrompue au grand dam de ceux-ci. Ils se discréditèrent en écrivant une lettre diffamatoire contre leurs compétiteurs imaginaires. Les trois futurs membres de la section italienne leur réglèrent leurs comptes dans la revue, bien que l'on ignore pourquoi Simonetti, le pro-situ suprême, ne fut pas inclus dans le lot.

En France, la crise sociale était contenue, et il fallait trouver à une nouvelle approche organisationnelle plus exigeante. En avril 1968, Debord avait élaboré un document sur l'organisation - «La question de l'organisation pour l'I.S.», connu comme «Thèses d'avril» - que le cours des événements laissa de côté; néanmoins, la dissolution du Conseil pour le Maintien des Occupations (C.M.D.O.) entraîna la reprise par les situationnistes du débat sur l'organisation et le retour aux « thèses ». Celles-ci proclamaient l'autonomie des sections, corrigeant l'erreur commise avec la section anglaise, et la possibilité de l'existence de tendances. Elles avaient servi de base à la fondation de la section américaine; elles devaient désormais servir à celle de la section italienne. Le pari pour un groupe de théoriciens volontairement restreint, conforme à une base centrale, la «Définition minimum des organisations

révolutionnaires», avec une haute maîtrise collective de l'expression et de la méthode, en résumé, avec une égalité avérée de capacités, prima sur toute autre alternative organisationnelle. Debord avait conseillé de «choisir un meilleur niveau du groupe plutôt que la camaraderie abstraite.» C'est ainsi que deux proches compagnons qui, accompagnés par Salvadori, s'étaient réunis avec l'I.S. à Paris en janvier 1969, Francesco "Puni" Cesoni et Cristina Massili, ne furent pas admis dans la section en raison d'une formation insuffisante : «c'est l'étape historique de votre activité qui a changé, et donc ceux-là, sans bouger, se sont éloignés» (Debord). Le fait de resserrer les rangs était opportun pour se démarquer des groupes pseudo-situationnistes comme celui de Sigiani, ou comme celui de Pasquale Alferj qui, tentant de passer pour très moderne, avait lancé à Trente un pamphlet confectionné avec des phrases du *Traité du savoir-vivre* en signant abusivement «I.S.». Mais peut-être il ne l'était pas tant pour trouver de possibles alliés, même si l'I.S. déléguait aux trois Milanais la responsabilité de tous les contacts en Italie et, par conséquent, elle s'opposait à la moindre relation avec des personnes ou des groupes radicaux du pays.

La constitution de la section italienne - la deuxième - débuta par un débat sur la question de l'organisation. Bien que l'I.S. ait été fondée en Italie et qu'elle comptait avec la figure importante de Pinot-Gallizio, la première section italienne avait vite été liquidée lors des luttes internes contre les tendances artistiques, et il n'en restait aucune trace. La relation avec l'Italie ne fut renouée qu'en décembre 1966 lorsqu'un désenchanté du surréalisme, le professeur romain Mario Perniola, écrivit un article pro-situationniste, «Arte e rivoluzione», dans la revue *Tempo Presente*. Perniola exerça pendant un temps le rôle de diffuseur et correspondant de l'I.S. en Italie. Après la révolte de Mai, il se rendit à Bruxelles et à Paris pour s'entretenir avec Debord et les autres afin d'étudier la façon d'intervenir dans la crise italienne. Il avait élaboré un projet de statuts qui entrait en contradiction avec les «Thèses d'avril» et l'avant-gardisme de l'I.S. Perniola proposait une organisation conseilliste élargie, une sorte

de fédération de groupes d'affinité indépendants, sans les exigences égalitaires et les restrictions du groupe de théoriciens. Cela rappelait le C.M.D.O. dont la valeur réelle ne correspondait pas à la gloire qu'on lui attribuait. Évidemment, une telle organisation allait contre la nature même de l'I.S. : elle ne garantissait pas l'autonomie de ses membres et réduisait presque à néant le rôle de l'I.S. en tant qu'organisation. Debord considérait que le problème de l'organisation était en principe technique et devait être posé à partir de ce que l'I.S. était en réalité et non en fonction d'un idéal organisationnel. Pour l'occasion, il prépara une contre-proposition que les situationnistes approuvèrent à l'unanimité. À partir d'alors - mars 1969 - il n'y aurait d'autre section italienne que celle composée par les trois Milanais tandis que Perniola était mis en attente et considéré comme "sympathisant extérieur". Bien qu'il y eut un accord pour poursuivre le débat, la position «fédéraliste extrême» de Perniola était incompatible avec celle des situationnistes, sans parler de ses retards théoriques (par exemple, son ignorance de Hegel) : Les avatars d’elle n'étaient que la chronique d'une rupture annoncée. Face à l'acceptation indistincte de n'importe quel contact basé sur un simple intérêt, sans garanties, Debord boucla le boucle et s'opposa à toute collaboration avec des radicaux sympathisants ou proches. Quant à Perniola, il trancha aussi et rejeta la dialectique hégélo-marxiste, proposant un retour à la dialectique de Platon. Dès lors, Debord écrivait à la section italienne : «Nous ne pouvons envisager de discussions, d’échanges d'informations, ou d’actions communes limitées, qu'avec des groupes révolutionnaires autonomes, dont nous reconnaissons la valeur révolutionnaire de base- c'est-à-dire dont vous avez à juger par vous-mêmes en Italie». Les Italiens mirent un terme à l'affaire en adressant à Perniola un «Mémorandum» (mai 1969) qui consommait définitivement la rupture en l'accusant de manœuvres et en le considérant comme une personne hostile. L'I.S. approuva la chose et il n'y eut plus rien à discuter. Plus tard (en octobre), Perniola participerait à la création d'une organisation conseilliste nationale qui pendant une

année environ engloba la majorité radicale italienne, sous le nom de «Ludd» ou «Ludd-conseils prolétaires».

Fin juillet, la section italienne publia le nº 1 de sa revue *Internazionale Situazionista* qui dépassa de loin les attentes. Le niveau théorique était élevé et le traitement de la crise italienne, exhaustif et lucide. Le concept de totalité, si cher à la critique situationniste, était appliqué avec pertinence. Debord fut impressionné : «Je crois qu'on n'a rien écrit de si fort en Italie depuis Machiavel». L'Italie avait la particularité de posséder le plus grand parti communiste d'Occident, flanqué par des groupes maoïstes les plus fanatiques, ce qui fait qu'un mouvement révolutionnaire ne pouvait s'installer que sur les ruines théoriques et pratiques des uns et des autres. Ils représentaient tout ce que la révolution devait balayer : le capitalisme bureaucratique d'État, le totalitarisme politique, la mentalité sectaire, l'annihilation de l'individu, l'exploitation permanente des travailleurs au nom du socialisme, la domination d'une classe camouflée en parti dirigeant... En plus, les maoïstes se distinguaient par leurs services d'ordre agressifs dédiés à poursuivre systématiquement les anarchistes et les radicaux. La critique de l'idéologie stalinienne, dans ses variantes pro-soviétiques et pro-chinoises, était en Italie plus que partout ailleurs la condition de toute critique, et la revue remplit cette tâche de façon impeccable. Le travail théorique allait achever avec les traductions du *Traité de savoir-vivre*, d'*Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* et des principaux articles de la revue française, au nom de laquelle des contacts avaient été établis avec les éditeurs Sugar et Silva. À la fin de l'été 69, le révolutionnaire vénézuélien Eduardo Rothe, ancien du C.M.D.O., débarqua à Milan pour renforcer la section. En septembre eut lieu à Venise la conférence de l'I.S. dans une atmosphère triomphaliste. Le nº 12 de la revue était publié peu après.

Tout au long de 1969, la lutte des classes ne fit que s'amplifier un peu partout.

Des grèves sauvages antisyndicales chez FIAT, Pirelli, Oficina 32 de Mirafiori et à la RAI; des barricades à Milan, Caserte, Turin et Naples; révolte dans les prisons; création de comités unitaires de base dans les usines; insurrection à Batipaglia; émeutes en Sardaigne; incidents, affrontements, occupations, incendies, etc. N'importe quel prétexte était bon pour manifester, saboter ou occuper, impliquant malgré eux les syndicats, obligés de participer sous peine d'être mis de côté. Une grève générale fut convoquée pour le 19 novembre et ce jour-là, la section italienne colla dans les rues de Milan un manifeste qui résumait la situation et expliquait la véritable signification des luttes ouvrières, signalant les percées du mouvement et appelant à la formation de Conseils Ouvriers. Il s'agissait de l'«Avis au prolétariat italien sur les possibilités actuelles de la Révolution sociale», point culminant du travail subversif de la section italienne. L'Italie était à un pas de l'insurrection générale. En peu de semaines, face à l'irrémédiable inefficacité de la police et des syndicats, n'importe quel conflit social pouvait servir d'étincelle qui mènerait à une situation sans retour. L'État italien s'affaiblissait par moments et la classe dominante se sentait assiégée, disposée à résister jusqu'au bout. La bureaucratie ouvrière préconisait une politique d'unité avec elle afin de lutter contre la révolution, mais son efficacité pacificatrice était en chute libre. Si les ouvriers décidaient de prendre les armes, il serait impossible d'éviter une guerre civile. Les plus hautes instances dirigeantes renonçaient à une solution économique ou politique de la crise, chez elles, l'option militaire gagnait des adeptes, ce pourquoi les services secrets s'étaient mis à fonctionner, infiltrant les groupuscules et les organisations pour préparer une contre-attaque sanglante. Celle-ci commencerait par une tactique de diversion au moyen d'un attentat incompréhensible et gratuit qui ferait des victimes innocentes avec l'objectif de traumatiser l'opinion populaire et de désorienter le prolétariat, même si ce n'était que momentanément, paralysant son action et sa progressive prise de conscience. Les staliniens, les forces de l'ordre et les juges se chargeraient du reste.

Le 12 décembre, une bombe explosa à la piazza Fontana de Milan. Police, partis et médias attribuèrent l'attentat aux anarchistes. Le montage était servi. Eduardo et Puni furent les premiers à dénoncer la manoeuvre dans le tract «Le Reichstag brûle-t-il ?», distribué le 19 décembre sur la même place Fontana et aux portes des principales usines de Milan. Deux semaines après, Ludd en diffusa un autre, «Bombe, sang, capital», écrit principalement par Eddy Ginosa, arrêté dans la razzia policière qui suivit l'explosion et libéré quelques jours après. Ce furent les seules dénonciations du terrorisme d'État contemporaines des faits.

Jusqu'en octobre, la section italienne avait été à l'abri des symptômes de crise de la section française initiée en juillet par la décision de Debord d'abandonner la direction de la revue. Il y avait une paralysie créative, une absence préoccupante de débat et d'activité que ne venait en tout cas pas soulager la conviction d'appartenir à l'élite de la révolution mondiale. Ni l'expulsion de Chevalier, ni la conférence de Venise n'arrangèrent les choses. Il fallait fonctionner d'une autre manière, trouver de nouveaux terrains d'action dans les usines, chercher des gens dans les révoltes ouvrières, mais au lieu de cela, en novembre, la section américaine rentra en crise. Dans le même temps, la section italienne, qui paraissait exemplaire, commença à montrer des fissures. Dans une lettre adressée à Eduardo, Debord soulignait l'excessive rigidité des relations personnelles entre les membres de la section et exprimait la nécessité de les assouplir pour qu'il y ait «une véritable communauté homogène de l'ensemble de l'I.S.». La rigidité était visible dans une «résolution sur la pratique organique» au moyen de laquelle les Italiens se soumettaient à un degré d'exigence personnelle supérieur à celui qui prévalait formellement dans l'I.S., pourtant déjà élevé. Le règlement des exclusions prévoyait la possibilité que l'expulsion soit prononcée par un seul situationniste. Debord se demandait si ce point avait été formulé avec l'idée de s'appliquer dans un futur proche. Si le défaut des Français consistait à être d'accord sur tout, celui des Italiens était le contraire : la section discutait trop, n'importe quel problème était transposé dans la théorie sans raison valable, et il ressortait de n'importe

quelle question théorique un nombre infini de nuances qui menaient à des disputes irrationnelles. Selon Eduardo Rothe, les réunions étaient de plus en plus irritantes et ennuyeuses, le principal responsable étant Salvadori, étudiant appliqué en philosophie. Sa première confrontation avec lui eut lieu au sujet de la traduction d'une phrase («il n'y a presque pas de doutes» au lieu de «il n'y a pas de cas douteux»). D'un ton professoral insupportable, Salvadori commença à chercher la petite bête à propos de cette erreur, spéculant le plus sérieusement du monde sur les causes possibles de ce lapsus, toutes plus délirantes les unes que les autres. Le problème ne fut pas considéré comme grave, il relevait d'«une mauvaise pratique de la théorie», d'un recours à la théorie lorsque ce n'était pas nécessaire, mais cela mis à part, on commença à reprocher à Sanguinetti ses absences et une certaine attitude méprisante envers ses compagnons. Il y avait une tension dans la section italienne qui ne cessait d'augmenter, résultat d'une coexistence fermée, presque familiale. La section était loin d'avoir posé la première pierre de son programme vaillamment énoncé dans la revue : «Ne rien négliger qui puisse servir à unifier et radicaliser les luttes dispersées, à fédérer les groupes autonomes, communautés d'individus en rébellion ouverte qui expérimentent *dans la pratique* les formes d'organisation des prolétaires révolutionnaires.» Évidemment, on écrit mieux sur n'importe quelle lutte si l'on y est présent. Mais les problèmes de communication avec les luttes réelles, conséquence de l'option «groupe de théoriciens» et du rejet de sympathisants, réduisaient le radicalisme de la section à des phrases, et l'amenaient à se concentrer sur les relations individuelles. Les «Thèses d'avril» n'avaient pas cours dans la section : «Nous ne pouvons pas reconnaître de groupe autonome sans milieu de travail pratique autonome; ni la réussite durable d'un groupe autonome sans action unie avec les ouvriers...» Debord pressentit le problème et proposa à Salvadori, suite au texte d'Eddy Ginosa «Avevo por fine il movimento reale», la possibilité de former une sorte de C.M.D.O. avec le groupe milanais de Ludd et une poignée d'ouvriers radicaux, laissant à ceux-ci toute l'initiative. Debord conseilla également de modifier le principe de rupture immédiate avec les suiveurs pro-situs capables d'évoluer et d'abandonner les organisations

incongrues auxquelles ils appartenaient. Ainsi donc, il fut convenu que Pavan voyage à Paris à la fin décembre et explique l'état de la section italienne aux Français. C'est alors que la bombe de la piazza Fontana explosa, fait qui allait provoquer un tournant au sein du mouvement (même si Salvadori ne le croyait pas), permettant à un étrange parti de l'ordre formé par les policiers, les gauchistes et les staliniens du P.C.I. de reprendre position et d'isoler la minorité radicale dans les usines et dans la rue.

La visite de Pavan révéla la crise larvée de la section italienne, les problèmes personnels, l'atmosphère malsaine qui y régnait et l'indifférence à l'égard de la situation réelle, le tout étant extrêmement préoccupant. Il assista le 17 janvier à une réunion avec d'autres situationnistes à Wolsfeld, village rhénan (Allemagne), et parla de sa démission ou d'une possible scission en Italie. Selon le rapport des délégués rédigé à Trèves (la ville natale de Marx), «évoquant les difficultés organisationnelles interpersonnelles et les problèmes réels de sa section, [Pavan] a fait état des décisions pratiques prises pour faire cesser la manifestation de semblables problèmes et pour empêcher leur réapparition. Il a, au passage, signalé la nécessité d'élaborer une critique organique théorico-pratique des activités passées de la section italienne.» De plus, il communiqua aux présents que la section allait modifier son programme de travail. Pour sortir de l'impasse, Debord suggérait l'adhésion d'un ou deux nouveaux membres, et il semble qu'Eddy Ginosa fut approché, mais il rejeta l'offre s'estimant insuffisamment préparé. Un entretien avec Eduardo après la réunion de Wosfeld et une lettre confuse de Pavan (datée du 5 février) qui laissait poindre une ambiance inquiétante faite de méfiance et de déloyauté entre les membres de la section, incitaient à croire que les problèmes internes étaient arrivés à un stade qui exigeait un éclaircissement immédiat, et une scission si nécessaire. À cette fin, une tendance se forma à l'intérieur de l'I.S. le 14 février composée par Debord, Rothe et Christian Sébastiani dans le but d'éclaircir les faits et d'agir en conséquence. En principe, la crise pouvait se résumer au "problème de Gianfranco", à qui l'on reprochait des

absences injustifiées, des imprudences répétées, sa radinerie, des rapports falsifiés, une inconscience et une conduite répréhensible. La lettre de Pavan confirmait le climat d'hostilité diffuse qui régnait dans la section, avec le manque de "savoir-vivre" de Gianfranco et ses informations inexactes, mais trois jours après, il signait une lettre avec le même Gianfranco et Salvadori dirigée à l'ensemble de l'I.S. dans laquelle ils affirmaient que tout allait pour le mieux et que la seule responsabilité de Sanguinetti était son absence à certaines réunions. Son attitude pour le moins contradictoire lui étant durement reprochée par Debord et Sébastiani lorsqu'il se présenta à Paris, Pavan assuma ses erreurs et présenta sa démission (lettre du 20 février). Il retourna ensuite à Milan et évita ses compagnons. L'I.S. n’accepta pas une démission aussi frivole et décida de l'exclure en contrevenant, soit dit au passage, au principe d'autonomie des sections. Sanguinetti était lavé des soupçons mais on exigeait de lui qu'il remette six millions de lires à l'organisation (par héritage familial, il possédait une certaine fortune). En mars, Salvadori se réunit avec Debord et en avril eut lieu une réunion commune des sections française et italienne. Croyant les choses tirées au clair, la tendance du 14 février choisit de se dissoudre. Le problème entre Eduardo et Paolo fut résolu avec l'accord de ne plus se disputer à propos de stupidités, mais Eduardo récidiva avec un provocateur «j'emmerde la dialectique !» qui mit l'autre dans une colère folle. Rothe, sachant ce qui l'attendait, ne se présenta pas à la réunion concertée du 21 avril entre les sections française et italienne, et il partit pour le Vénézuela. Les situationnistes sanctionnèrent ses piques à Salvadori en l'excluant, et Eduardo envoya depuis Caracas une lettre d'excuses formelles en concluant avec un ironique "Vive Eduardo !".

Une fois la crise de la section italienne résolue, du moins en apparence, l'I.S. tenta de résoudre son problème essentiel, celui de la production théorique, c'est-à-dire, la justification de son existence, en ouvrant un débat d'orientation ayant comme objectif final anti-avant-gardiste «que les ouvriers viennent à nous et restent

autonomes». Parallèlement, on commença à planifier la rédaction du nº 13 de la revue française. Salvadori et Sanguinetti s'engagèrent à fond dans le débat et élaborèrent respectivement leurs «thèses provisoires» et leurs «notes». Ils commencèrent à projeter le nº 2 de la revue. En cours de route, Beaulieu, Khayati et Cheval furent lâchés pour différentes raisons. Fin juin, Debord faisant le bilan du débat s'étonnait de l'unanimité des contributions. Il comprit qu'il s'agissait en fait de monologues sans emploi qui coïncidaient, signe d'un fétichisme théorique à l'oeuvre: «Déclarer que l'on ne sépare pas la théorie de la pratique, ceci n'est pas encore pratiquer la théorie» («Remarques sur l'I.S. aujourd'hui», 27 juillet 1970, Debord, *Correspondance*, volume 4). Un changement drastique s'imposait: «Si, malgré tous ses avantages, notre formule d'organisation a cet unique défaut de n'être pas réelle, il est évident que nous devons de toute urgence la rendre réelle, ou bien y renoncer et définir un autre style d'organisation, soit pour une suite de l'I.S., soit pour un regroupement sur d'autres bases». L'I.S. stagnait et était incapable d'aller au-delà d'affirmations génériques qui ne faisaient que répéter les conclusions de son étape antérieure. Déclarer qu'il faut connecter avec les milieux ouvriers ne signifie pas que le contact soie suivi d'effet. Cela met plutôt en évidence un mécanisme psychologique compensatoire : la confiance en un prolétariat abstrait, dépositaire des essences radicales, à l'abri du découragement, auquel il ne manquerait plus qu'à communiquer sa propre théorie, tâche qui serait du ressort d'un groupe choisi de théoriciens. Ainsi donc, la formule de Vaneigem, «le Strasbourg des usines», resterait du domaine des bonnes intentions, et la proposition de «René-Donatien» (Viénet) d'un «carnet de gréviste sauvage» ne dépasserait pas le stade de la plaisanterie innocente. Les mêmes problèmes surgissaient chez Ludd. Dans un document interne le groupe de Turin essaya de les expliquer comme un manque d'adéquation entre la théorie et la pratique : «La théorie est nouvelle, avancée; la praxis qui correspond à cette théorie se doit d'être tout aussi neuve et avancée [...] la

peur de ne pas être suffisamment radicaux mènera dans la pratique à les mêmes conclusions que l'I.S. : l'acte le plus radical, de fait le seul possible, consiste à dire des choses radicales.» Mais ce n'était pas tout. Au niveau tactique, on ignorait que la faiblesse extrême des groupes français nés après Mai, l'inexistence d'organisations ouvrières conseillistes, le succès facile de la provocation en Italie, le phénomène de la "mode" révolutionnaire, l'efficacité démobilisatrice des partis communistes, le durcissement de la répression et d'autres faits du même genre, indiquaient clairement une régression du mouvement prolétarien, un reflux à la fois pratique et théorique qui maintenait l'I.S. isolée dans son rôle d'avant-garde qui se nie, ou mieux, se dévore elle-même. On regardait encore vers le passé, célébrant la victoire, tandis que silencieusement l'occasion filait entre les doigts et l'État capitaliste récupérait le terrain perdu. Contre toute attente, la crise sociale en France et en Italie s'était arrêtée; fatalement, le changement de climat dans les usines était réversible. L'unification de la classe exploitée ne s'était produite que dans des moments offensifs concrets. Les syndicats, loin de disparaître, gagnaient en influence. Le militantisme - appelé par Vaneigem “la clownerie du sacrifice”- faisait son retour et touchait même les milieux radicaux. Mis sur la défensive, le prolétariat plus traditionnel penchait pour une réalisation de l'économie sur d'autres bases (cogestion, coopératives, nationalisation, médiation syndicale), alors que le prolétariat plus avancé continuait à vouloir l'abolition de l'économie (le rejet du travail, du consumérisme et des syndicats). Étant donné le pouvoir de la bureaucratie ouvriériste en Italie, n'importe quelle avancée des travailleurs radicaux conduirait à un affrontement avec leurs compagnons retardataires, mais il n'y avait pas d'avancées, seulement de la division et de l'immobilisme. L'élitisme théorisant, l'idéologie du quotidien, l'apologie de la criminalité, le recours à l'héroïne et le phénomène de la lutte armée furent des produits directs de cet enlisement. Pour capter le nouvel état des choses et le critiquer tout en se donnant un terrain d'action concret, l'I.S. avait besoin d'un changement de

tactique, plus orientée vers la résistance, et, probablement, un nouveau type d'organisation, non d'avant-garde, regroupant les restes du naufrage radical et faisant le lien avec les grévistes sauvages qui luttaient encore.

Le ridicule épisode final de la crise dans la section italienne eut lieu en juillet. Loin des rumeurs de ce monde, Salvadori expulsa Sanguinetti pour cause de «résurgence d'idioties concernant sa propre vie, désinvolture et même une diminution dans le concept», c'est-à-dire pour tout et n'importe quoi, sans raison concrète. Par lettre, il disait: «S'il n'en existe pas une particulière, c'est parce qu'elles existent toutes ensemble.» L'incident causa la perplexité à Paris, avec la circonstance aggravante que Sanguinetti ne donnait pas signe de vie, laissant entendre qu'il acceptait son extravagante exclusion sans broncher. Dans une deuxième lettre, malgré l'affirmation obscure que "dans son exclusion il faut y voir la nécessité de rejeter son être profond et tangible", phrase qui provoqua des plaisanteries, Salvadori égrena un chapelet de détails, plus ridicules les uns que les autres : le fait que Sanguinetti se donnait des airs de grand seigneur, qu'il avait bu un demi-litre de grappa d'un seul trait, qu'il s'était amouraché d'une gamine, qu'il s'était évanoui sur une moto à 140 Km/h, qu'il se laissait aller à la *dolce vita*... Tout cela pour dissimuler le véritable motif, à savoir, le comportement indélicat de Sanguinetti vis-à-vis d'Angéline Neveu, une ancienne Enragée ex-compagne de Patrick Negroni, dont Salvadori s'était entiché, et que Sanguinetti alternait avec une autre, Connie, "de même que Vaneigem". Debord était parti en Espagne, visiter la Castille, avec Pierre Lepetit, et suivait l’affaire par téléphone: à Ségovie, il trancha contre Salvadori. À Paris, les situationnistes tinrent une réunion le 7 août où il fut proposée l'exclusion de Paolo. Néanmoins, Viénet, le plus indulgent, fut chargé de le rencontrer à l’objet de recevoir des explications de première main. Il se rendit d'abord à Rome pour y entendre l'"être tangible et profond" de Salvadori, puis à Milan, où Salvadori ajouta des nuances à ses arguments. Là-bas, il put enfin connaître la version de Sanguinetti qui la transmit par

lettre à toute l'I.S. Angéline, lors de cet après-midi du 27 juillet à Sperlonga avait adressé pendant deux heures d'amers reproches à Gianfranco, qui finit par s'en aller. Paolo était resté silencieux presque tout le temps. Lorsqu'ils furent seuls, Angéline lui fit savoir qu'elle voulait voir Sanguinetti hors de l'I.S. Paolo décida alors de l'exclure. Ensuite, il parla avec Viénet et crut le mettre de son côté, chose que ce dernier démentit. Vaneigem commenta plaisamment à ses camarades: “La farce de l’amant mécontent d’avoir été cocufié ré1trospectivement pour le mari. Nous voici chargés en devenant deux fois ridicules de régler les querelles de ménage et de n’en plus rien savoir” (lettre du 6 septembre). En récapitulant en septembre, un Debord indigné écrivait à Sanguinetti: «Il faut en finir avec les métaphysiciens dans l'I.S., qui survivent dans, et pour, l'inactivité réelle, et qui ne sont réellement actifs qu'à l'instant où ils ont l'occasion de déployer quelque monstrueuse erreur, qui seule les passionnait. Honte et misère!». Ensuite de quoi, il émit l'opinion personnelle de ne pas maintenir «un fantôme de section italienne». Salvadori se rendit à Paris pour y défendre sa cause, mais personne ne le crut lorsqu'il nia le rôle joué par Angéline et encore moins lorsqu'il justifia sa décision unilatérale d'exclusion avec la curieuse excuse que Gianfranco l'acceptait comme un fait accompli. Il fut définitivement mis à la porte le 22 septembre. Cependant, Viénet, Riesel et Sébastiani n'appréciaient guère Sanguinetti, et ils pensaient que sa conduite passive et irresponsable méritait aussi l'exclusion, et d’après Yves Raynaud, c’était aussi l’opinion de Vaneigem, mais Debord se rangea de son côté et l'épargna.

La section italienne succomba de façon dérisoire et pénible, même si un Sanguinetti moins indolent pallia son déshonneur en publiant en octobre un ultime manifeste, «Les ouvriers italiens et la révolte de Reggio de Calabre». Dès lors, il rejoignit les rangs de la section française, fait que les autorités n'apprécièrent pas puisqu'elles l'expulsèrent de France en juillet 1971. La «Correspondance avec un éditeur» portait la signature de la section italienne pour des raisons circonstancielles.

En avril, après la sortie de Vaneigem et des français, Sanguinetti paraphait avec Debord les «Thèses sur l'I.S. et son temps», point final de l'I.S., et l'été 1975, il synthétisa brillamment le travail de la section italienne dans un scandaleux *Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie*. En 1973 était publiée la traduction du *Traité de savoir-vivre* faite par Salvadori. Les années ont passé et certains des protagonistes du drame historique ici mentionnés sont morts; d'autres se sont évanouis dans la nature ou passèrent dans le registre de la comédie, car il est bien connu qu'entre superbe, pertinence, laisser-aller, misère, intelligence, trahison, caractère... *sic transit gloria mundi*.

Miguel Amorós
Août 2009

Bibliographie consultée

--*Internationale Situationniste (1958-69)*, Van Gennep, Amsterdam, 1972.
--*Œuvres*, Guy Debord, Gallimard, Paris, 2006.
--*Correspondance, volume 4*, Guy Debord, Fayard, Paris, 2004.
--*Guy Debord*, Anselm Jappe, Denoël, Paris, 2001.
--*Les situationnistes et Mai 68*, Pascal Dumontier, Editions Gérard Lebovici, Paris, 1990.
--*L'amère victoire du situationnisme*, Gianfranco Marelli, Sulliver, Arles, 1998.
--*Débat d'orientation de l'ex-Internationale Situationniste*, Centre de recherche sur la question sociale, Paris, 1974.
--*Internazionale Situazionista*, nº 1, juillet 1969. Il existe une édition en français de l'œuvre complète de la section italienne chez Contre-Moule, Paris, 1988.
--*Rapporto verídico sulle ultime oportunita di salvare il capitalismo in Italia*, Censor (Sanguinetti), Mursia, 1975, Milan.
--*Lettere agli eretici*, Enrico Berlinguer (Pier Franco Ghisleni), Turin, 1977.
--*Ben venga Maggio e'l gonfalon selvaggio!*, Mario Lippolis, Academia dei Testardi, Carraia, 1987.
--*Vivere a sinistra*, Emira Cevro-Vukovic, Arcana Editrice, Rome, 1976.
--*Cronaca di un ballo mascherato*, Cesarano, Coppo e Fallisi, Varani editore, Milan, 1983.
--*Apocalisse e sopravvivenza*, Francesco "kukki" Santini, Milan, 2005.

--*I situazionisti*, Mario Perniola, dans “Agaragar”, nº 4, Rome, 1972.
--*An Aesthetic of the Grand Style: Guy Debord*, Mario Perniola, dans “Substance”, nº 90, Londres, 1990. Il existe une traduction française sur le site internet de l'auteur.
--*Controcultura in Italia 1967-1977*, Pablo Echaurren et Claudia Salaris, Bollati Boringhieri ed., Turin, 1999.
--*Un terrorismo en busca de dos autores. Documentos de la revolución en Italia*, compilation de Miguel Amorós, Muturreko, Bilbao, 1999.
--*La sconcertante traiettoria dell'operaismo italiano*, Claudio Albertani, 2003, sur le site de Spazio Alternativo.
--*Entretien avec Eduardo Rothe à l'Université de Séville*, décembre 2007, www.interven.tv/
--Sur www.nelvento.net/critica/ on peut trouver la plupart des écrits du courant radical italien, y compris ceux des situationnistes, ainsi que d'intéressants entretiens avec Mario Lippolis, Joe Fallisi, Riccardo d'Este et Paolo Ranieri.
--Sur www.melchiorre-mel-gerbino.com/ il y a une information abondante sur la période "beat".
--Certaines données m'ont été fournies par Franco Bevilacqua, ex-comontiste, et par Yves Raynaud, ex-Internationale Anarchiste; ce travail a été approuvé par un des protagonistes, Eduardo Rothe.
--Documents de l'I.S. concernant la Section italienne, I.I.S.G. d'Amsterdam.
--*Là s'en vont les seigneuries*, Alice Becker-Ho, Le Temps qu'il fait, Cognac, 2003